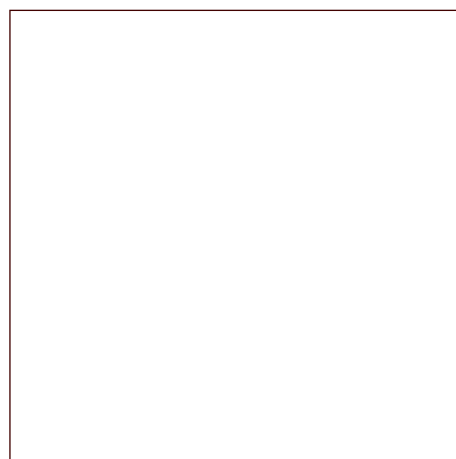
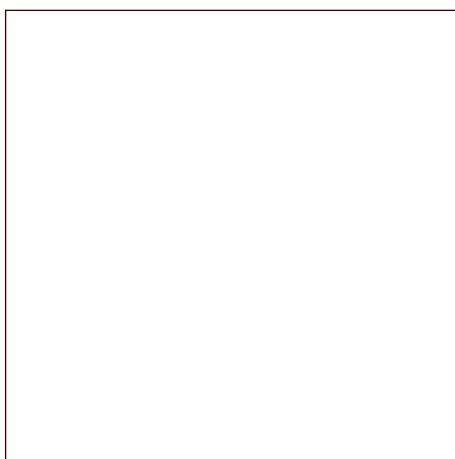
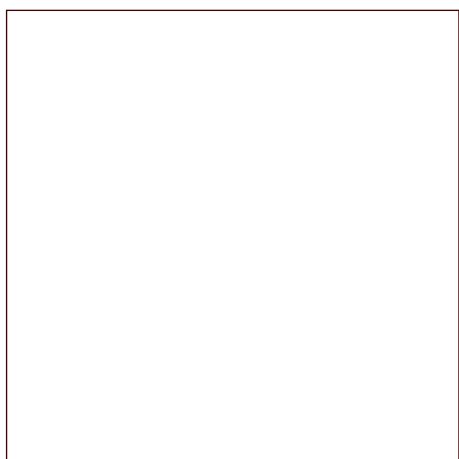




*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Rapport d'Activité 2006





SOMMAIRE

■	EDITORIAL	5
■ I.	ACTION INTERMINISTERIELLE	7
	Le Code des Marchés Publics 2006	8
	Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat	8
	Groupes de travail ministériels	8
■ II.	ETUDES ET RECHERCHES	11
	Montages publics-privés	12
	Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre	13
	Guide de bon usage du processus de conception-réalisation	13
	Professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage : partenariat avec le CNFPT	13
	Contrats de maîtrise d'œuvre urbaine	14
	Guide de la programmation	14
	Étude sur la détermination des enveloppes prévisionnelles	14
	Suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre	14
	Conseils et recommandations : les fiches " médiations "	14
■ III.	MISSIONS AUPRES DU PUBLIC	17
	LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE À LA MAITRISE D'OUVRAGE	18
	LA FORMATION ET SENSIBILISATION.....	27
	INFORMATION	37
■	L' EQUIPE	40





François KOSCIUSKO-MORIZET
Président
Ingénieur général
des Ponts et Chaussées
Maire de Sèvres

Si l'on en croit la diffusion croissante des publications, les demandes de formation et la consultation du site Internet, le travail de la MIQCP est toujours aussi nécessaire.

Ce sentiment est renforcé lorsque, au jour le jour, à travers le « SVP » téléphonique et les questions posées, nous constatons combien les services des collectivités publiques sont trop souvent démunis face à l'acte de construire.

2006 a confirmé la nécessité d'une aide aux petites collectivités, le soutien de professionnels aux maîtrises d'ouvrage locales qui ne sont qu'occasionnellement maître d'ouvrage et, de ce fait, ne peuvent mettre en place les structures leur permettant d'exercer cette responsabilité dans de bonnes conditions.

En conséquence, durant cette année, la MIQCP s'est attachée à répondre au mieux à cette demande pressante et grandissante des collectivités publiques.

La Mission émet, à nouveau, le vœu de la mise en place d'une formation opérationnelle débouchant sur un véritable métier de la maîtrise d'ouvrage au service des collectivités publiques. Le travail fait avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, qui nous l'espérons, devrait aboutir en 2007, est d'autant plus nécessaire que le souci de sécurité juridique des collectivités les conduit à occulter l'objectif final : aménager l'espace et construire des équipements de qualité afin de produire le cadre de vie harmonieux que chacun attend.

Le Code des Marchés Publics n'est entré en application que le premier septembre 2006. Ainsi, nombre de projets de publications de la Mission, antérieurement conçus, ont dû attendre la rédaction finale du Code pour être mis à disposition des maîtres d'ouvrage. Les guides « Conception-Réalisation, Recommandations pour un bon usage du processus », et « Les contrats de maîtrise d'œuvre urbaine » ont vu leur parution différée. Les trois fiches « médiations » concernant les procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre ont été actualisées en fonction des nouvelles dispositions du Code.

Force est de constater que, sous prétexte de « sécurisation juridique optimale », la plupart des maîtres d'ouvrage n'utilise toujours pas les souplesses offertes par ce texte défini, par ses auteurs, en tant que « boîte à outils » à utiliser au mieux selon l'objet de la commande à passer. La Mission, à ce sujet, regrette les réticences à l'emploi des procédures négociées, lesquelles sont pourtant les plus indiquées dans le choix de prestataires intellectuels et la conclusion de tels marchés.

On soulignera la forte présence de la MIQCP dans les jurys, en augmentation de 11% par rapport à l'année précédente, ce qui témoigne d'une forte implication de la part de nos architectes consultants.

François Kosciusko-Morizet
Président de la MIQCP





ACTION INTERMINISTERIELLE

La présence de la MIQCP dans les instances et les groupes de travail interministériels lui permet d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens de la commande publique aux évolutions envisagées. Elle peut ainsi proposer les mesures susceptibles de favoriser la qualité des constructions publiques.

Le Code des Marchés Publics 2006

L'année 2006 a été marquée par la publication, le 1er août 2006, du nouveau Code des Marchés Publics pour une application le 1er septembre 2006.

La réforme conserve l'ambition du Code de 2004 tendant à promouvoir une nouvelle approche de la commande publique, fondée sur la responsabilité des maîtres d'ouvrage, et à faire prévaloir l'efficacité sur le formalisme des procédures.

Mais également, celui-ci prend en compte et transpose la directive « Marchés Publics » du 31 mars 2004, et a pour objectif de permettre un meilleur accès des petites structures à la commande publique.

Après avoir fait prévaloir en 2005, dans le cadre de la consultation interministérielle, la qualité de la commande et la reconnaissance du travail de la maîtrise d'œuvre, en particulier en obtenant l'indemnisation des prestations remises en procédure adaptée, la MIQCP a participé activement, au cours du 1er semestre 2006, au travail d'examen et de réécriture du texte par le Conseil d'Etat en insistant, avec l'appui de son expérience du terrain, sur la nécessité d'un texte pragmatique. A titre d'exemple, et concernant le principe de l'allotissement, la Mission a proposé d'introduire une disposition permettant aux maîtres d'ouvrage de choisir le nombre de lots pour mener à bien leur opération.

Parallèlement, la MIQCP a mis à jour, au regard de ce nouveau Code, ses fiches « médiations » concernées par les procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre (voir p.14 « Conseils et recommandations »). Dès la parution du Code, elle a mis à la disposition des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre ses fiches sur la procédure de concours et sur la procédure négociée spécifique. Elle a par ailleurs initié une réflexion et un travail sur la procédure adaptée avec remise de prestation pour les marchés de maîtrise d'œuvre conduisant à actualiser la fiche « médiations » n°11.

Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat

La MAPPP (Mission d'Appui aux Partenariats Public-Privé), installée fin mai 2005, en application de l'ordonnance instituant les contrats de partenariat (CP), a un triple rôle : informer et promouvoir le nouvel outil auprès des acteurs concernés ; aider à la mise en œuvre des CP dans la préparation, la négociation et le suivi des contrats (côté personne publique) ; valider l'évaluation préalable après vérification de l'éligibilité du projet (proposé par les administrations d'Etat).

La MIQCP est membre du comité d'orientation qui s'est réuni à trois reprises en 2006, pour faire le point d'avancement des principales activités (voir le premier rapport d'activité annuel de la MAPPP).

Groupes de travail ministériels

Ministère de la culture et de la communication

Maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques

La MIQCP, a poursuivi son action d'appui au travail de réforme mené par la sous-direction des monuments historiques du Ministère de la Culture. Elle a, en particulier, fait des propositions sur le contenu des missions de maîtrise d'œuvre des monuments historiques au regard des textes

d'application de la loi « MOP » du 12 juillet 1985. Elle a, en outre, apporté sa réflexion sur la question de la rémunération des maîtres d'œuvre, dans ce type d'opérations.

Elle a également été amenée à faire part de ses conseils pour la rédaction d'une convention de « mécénat de compétences » fondé sur un apport en nature pour les travaux de restauration de l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde à Paris.

Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Conseil général des Ponts et Chaussées

La Mission, en tant que personnalité qualifiée, s'est jointe aux travaux du collège « ingénierie d'appui territorial » du CGPC.

Elle a été entendue par l'inspection générale des finances et le Conseil général des Ponts et Chaussées, rédacteurs du rapport sur l'assurance-construction.

Direction de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction (DGHUC)

La MIQCP a initié des réunions d'échanges avec le responsable de la Sous-Direction des Métiers de l'Aménagement, et il a été souhaité que régulièrement des réunions aient lieu sur des sujets communs. Elle a également participé au groupe permanent d'étude des marchés travaux et maîtrise d'œuvre (GPMTMO), notamment à propos de la réflexion présentée par l'UNSA et EGFBTP sur la procédure de conception-réalisation, ainsi que sur l'évolution du CCAG travaux.

Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)

La MIQCP a étroitement travaillé avec le PUCA et la DAEI, afin d'introduire, dans le Code des Marchés Publics, une disposition juridique permettant de donner suite aux programmes d'expérimentation et de recherche menés par l'État, et notamment ceux du PUCA.

Après de nombreuses difficultés, le texte suivant a finalement été introduit à l'article 75 du Code des Marchés Publics :

« Les pouvoirs adjudicateurs qui réalisent des ouvrages qui ont pour objet de vérifier la pertinence, sur un nombre limité de réalisations, des projets retenus par l'État dans le cadre d'un programme public national de recherche, d'essai et d'expérimentation, peuvent passer, pour leur réalisation, des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux, au terme d'une procédure de mise en concurrence conforme au présent code, limitée à des opérateurs économiques choisis parmi ceux dont les projets auront été sélectionnés par le jury du programme public national, après publication d'un avis d'appel public à la concurrence. Un protocole d'expérimentation est passé entre le pouvoir adjudicateur et l'organisme public responsable du programme national. »

Direction des Affaires Économiques et Internationales (DAEI)

Un groupe de travail sur les prix et les coûts de construction a été mis en place en décembre 2005, réunissant en particulier des représentants de la FFB et de la FNTP. La MIQCP a été associée dès le début à ces travaux dont l'objectif principal est de faire le point, d'une part sur

les données et indicateurs existants sur les prix et les coûts de construction, sur leurs évolutions respectives, et d'autre part sur les lacunes du dispositif statistique. Il est également un lieu de concertation sur les perspectives d'évolution.

La MIOCP a apporté sa contribution, à travers ses recommandations en cours d'établissement, sur la notion de coût global, et sur la meilleure approche de l'estimation prévisionnelle d'une opération de construction (voir rubriques « Etudes » et « Publications »).

Les réunions tenues en 2006 ont permis de rentrer dans la meilleure compréhension des outils statistiques actuels et de leur impact sur les pratiques, ainsi que de préconiser des actions d'amélioration dans la construction des indicateurs.

Progiciel de Rédaction Automatisé des Marchés (PRAM)

Le groupe d'experts, initié par la DAEI et dont la MIOCP fait partie, s'est en particulier consacré à l'actualisation des logiciels de rédaction des marchés, afin de prendre en compte la sortie du Code des Marchés Publics du 1er août 2006.



ETUDES ET RECHERCHES

*Les méthodes proposées
ou les recommandations de la MIQCP
se doivent d'être en parfaite adéquation avec
le besoin du terrain. Pour nourrir son propos,
la Mission enquête sur les pratiques
quotidiennes des acteurs de la commande.
Elle organise des groupes informels
de discussion où les professionnels mettent
en perspective leur connaissance du système
français, dans ses points forts et ses points
faibles, afin d'en anticiper, si nécessaire,
les ajustements.*

Montages publics-privés

Etudes

Achèvement et publication du rapport sur « l'évolution de la politique PFI concernant les bâtiments publics en Grande-Bretagne », exposant les résultats de l'enquête menée en 2005 et complétant l'étude menée en 2002-2003.

- **Les raisons d'une observation continue** : depuis 2002, la France a considérablement ouvert l'éventail des possibilités offertes aux autorités publiques de recourir à des partenariats public-privé, dans le cadre de montages contractuels globaux. Cependant, la mise en place de tels contrats, qui bouleversent le processus traditionnel de la commande publique et les relations entre acteurs, apparaît délicate sous de nombreux aspects. Recueillir les enseignements tirés par les responsables anglais des expériences développées dans la même période pour tenir leurs objectifs se présente alors comme une contribution partielle de la MIQCP à la réflexion des maîtres d'ouvrage et de leurs partenaires pour la mise en œuvre de ce type de montage.

- **Les enseignements tirés** : nos interlocuteurs, interrogés sur les évolutions constatées depuis 3 ans, se rejoignent dans leurs propos : au prix d'une vigilance soutenue et d'une adaptation constante, les PFI sont désormais engagés. De nouveaux montages structurels apparaissent. Des savoir-faire se constituent,... Les priorités, initialement centrées sur les aspects financiers et juridiques, se portent maintenant sur les aspects qualitatifs et sur l'importance d'une meilleure conception en amont. A ce stade, des propositions sont en débat pour une meilleure intégration et maîtrise de la conception tout au long du processus concurrentiel, jusqu'à la signature du contrat.

La politique PFI n'est pas fondamentalement remise en cause aujourd'hui, mais elle devient beaucoup plus sélective quant aux opérations éligibles. De plus, il est encore trop tôt pour que toutes les étapes du processus aient pu être expérimentées. De nouvelles phases d'apprentissage, sur la gestion de la vie des contrats en particulier, apparaissent désormais.

Une étude sur les montages contractuels envisageables pour la réalisation d'ouvrages et équipements publics en maîtrise d'ouvrage privée, a été poursuivie en 2006 : confiée à un prestataire privé, cette étude se développe en deux phases : la première présente une analyse comparative de ces montages, sur la base d'une quinzaine de critères. ; La seconde analysera les conséquences de ces types de montages sur la fonction de maîtrise d'œuvre et sur les responsabilités de la personne publique dans le choix de tel ou tel de ces montages contractuels. Cette étude sera finalisée en 2007.

Charte du dialogue compétitif

La MIQCP, a participé à l'élaboration d'une charte du dialogue compétitif au sein d'un groupe de travail réunissant des pouvoirs publics (Justice, Santé, Finances, Equipement, Collectivités locales), des professionnels de la maîtrise d'œuvre et autres acteurs de la construction, sous l'égide de l'Institut de Gestion Déléguée (IGD).

Cette charte, qui préconise dix grands principes pour un dialogue équilibré et efficace entre partenaires, a été signée par l'association des Maires de France, l'association des départements de France et l'association des régions de France, ainsi que par les ministères des Finances, de l'Intérieur et la MAPPP.

Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre

Place de la maîtrise d'œuvre dans le PPP

L'ordonnance sur les contrats de partenariats a prévu, à la demande du Ministère de la Culture et de la Communication et de la MIQCP, la possibilité pour la personne publique de choisir le concepteur de son futur bâtiment en amont de la procédure de choix du prestataire du contrat de partenariat. La MIQCP a cherché à approfondir cette possibilité, notamment avec les professionnels de la maîtrise d'œuvre. Cela les a conduit à la rédaction d'un texte « La maîtrise d'œuvre de partenariat » commun à tous les professionnels (CNOA, UNSFA, UNTEC, CICF, UNAPOC, Syndicat de l'architecture).

Ce document a été mis en ligne sur le site Internet de la MAPPP, ainsi que sur celui de la MIQCP.

La commission « Contrats » du Conseil National de l'Ordre des Architectes avait élaboré en 2005, avec les autres organisations professionnelles de la maîtrise d'œuvre et avec la MIQCP, un modèle de contrat concernant les constructions neuves. Ce modèle a été mis à jour au regard du nouveau Code des Marchés Publics. Cette association s'est poursuivie en 2006, afin de travailler sur deux thématiques : l'élément de mission « diagnostic » d'une part, et le contrat de maîtrise d'œuvre de réhabilitation d'autre part. La présence active de la MIQCP dans ce groupe de travail permanent, lui permet de relayer la parole de la maîtrise d'ouvrage publique et d'apporter les garanties nécessaires en termes de respect de la législation.

Ce travail conjoint a permis la finalisation d'un modèle de contrat « réhabilitation » qui, comme le premier, sera présenté sur le site de la MIQCP.

Guide de bon usage du processus de conception-réalisation

Les travaux de la MIQCP, relatifs au bon usage du processus de conception-réalisation, ont abouti à la rédaction d'un guide, intégrant les dispositions du Code des Marchés Publics de 2006, disponible sur son site Internet.

La publication de ce guide est suspendue à une modification attendue des décrets d'application de l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005, pour les marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des Marchés Publics. Cette modification a notamment pour objet de reprendre dans ces décrets les dispositions spécifiques de la loi MOP sur la conception-réalisation.

Professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage : partenariat avec le CNFPT

Le besoin de formation des services de maîtrise d'ouvrage publique, dans un contexte de décentralisation et de complexité administrative est manifeste. La MIQCP et le CNFPT se sont rapprochés dès 2005 afin de mettre en place un cycle de formation professionnalisante destiné aux cadres territoriaux en charge des constructions publiques. Le programme de formation est élaboré à partir du référentiel propre à l'ENACT de Montpellier et correspond à la durée d'un DESS (200 heures).

L'originalité et la complexité de la démarche adoptée pour définir le contenu de cette formation, résident dans le fait que celui-ci n'est pas la transposition pure et simple de stages déjà existants mais l'aboutissement d'un travail basé sur l'analyse minutieuse des activités et compétences jugées nécessaires pour le bon exercice de la fonction de maîtrise d'ouvrage publique. Le programme a été soumis à l'approbation du CNFPT et doit être mis en application en 2007. La sélection des futurs intervenants est en partie réalisée.

Contrats de maîtrise d'œuvre urbaine

La rédaction de cet ouvrage, était prête dans le courant du premier trimestre 2006. Mais, il est apparu que ce dernier se devait de prendre en compte les nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics 2006. Ainsi, sa rédaction a été revue afin d'intégrer l'opportunité que représentent les « accord-cadres » dont la souplesse est de nature à faciliter l'élaboration et la gestion de ce type de contrats complexes et de longue durée. L'édition de ce guide interviendra dans les premiers mois de 2007.

Guide de la programmation

La Mission a rédigé, en 1994, un ouvrage de recommandations à destination des maîtres d'ouvrage publics et proposant une démarche d'études de programmation. Cet ouvrage « Programmation des constructions publiques » a été actualisé en 2001 et est disponible aux Editions du Moniteur.

Toujours aussi convaincue de l'importance de cette étape, pour l'obtention d'un équipement de qualité, la MIQCP a décidé de rédiger un guide de sensibilisation sur le sujet. Pour ce faire, elle a demandé à deux programmistes de l'assister dans la réalisation de celui-ci.

Afin qu'elle réponde pleinement aux attentes des maîtres d'ouvrage, la rédaction du guide a été précédée d'interviews de maîtres d'ouvrage, assistants à maîtrise d'ouvrage et professionnels concernés.

Ce guide devrait être édité courant 2007.

Etude sur la détermination des enveloppes prévisionnelles

Cette étude menée avec le concours d'un économiste de la construction s'est poursuivie au cours de l'année. Une vingtaine de professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ont ainsi été auditionnés et leurs propos restitués. La rédaction d'un guide qui sera issu de cette étude, a donc pu être entamée après plusieurs réunions internes de travail.

Suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre

Comme chaque année depuis 1993, la MIQCP recense, à partir des annonces publiées au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), le nombre des consultations publiques de maîtrise d'œuvre. Une analyse de ces annonces est faite en fonction de la nature de la consultation (concours, procédures négociées,...), de la nature du maître d'ouvrage (Etat, Collectivités territoriales) et de la nature de l'opération (neuf, réhabilitation). Ce travail de collecte lui permet de mesurer les volumes de commandes, mais également d'analyser les pratiques des maîtres d'ouvrage.

Une note de synthèse portant sur les trois dernières années enquêtées (2001-2004) a été rédigée et mise en ligne au premier semestre 2006 sur le site Internet de la MIQCP.

Conseils et recommandations : les fiches « médiations »

Dès la sortie du Code des Marchés Publics, la MIQCP a souhaité accompagner ce dernier par la publication de nouvelles fiches « médiations » :

- N° 11-1 « Modalités de choix du maître d'œuvre selon la « procédure adaptée » dans le cadre du nouveau Code des Marchés Publics 2006 » (remplace la fiche n°11).

Cette fiche, traite exclusivement de la "procédure adaptée" (au-dessous des seuils européens) ainsi que du sens qu'il convient de lui donner pour la dévolution des "petits et moyens" marchés de maîtrise d'œuvre.

- **N°12-1 « Modalités de choix du maître d'œuvre selon la "procédure négociée spécifique" dans le cadre du nouveau Code des Marchés Publics 2006 »** (remplace la fiche n°12).

Cette procédure dérogatoire du concours, permet de choisir une équipe de maîtrise d'œuvre au vu de ses compétences, références et moyens, après avis d'un jury.

- **N°14-1 « Concours de maîtrise d'œuvre dans le cadre du nouveau Code des Marchés Publics 2006 »** (remplace la fiche n°14).

Venant en complément des " médiations " 11 et 12-1, cette fiche « médiations » s'attache à détailler plus spécifiquement le concours de maîtrise d'œuvre dans le cadre du nouveau Code des Marchés Publics.

- **N°15 « Opération à maîtrise d'ouvrage multiple ».**

Cette fiche développe, pour les opérations à maîtrise d'ouvrage multiple, les possibilités offertes par le Code des Marchés Publics et la loi MOP pour la mise en œuvre d'un transfert de maîtrise d'ouvrage ou d'un groupement de commandes. Elle explicite les conditions d'application et les modalités de mise en œuvre de ces deux solutions offertes aux maîtres d'ouvrage publics et privés devant se coordonner lors d'une opération commune.

- **N°16 « Questions-Réponses relatives au Code des Marchés Publics du 1er août 2006 ».**

Cette fiche sera diffusée au 1er trimestre 2007 et traitera des questions suivantes :

- Quel dossier de candidature demander en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre au regard des nouveautés introduites aux articles 45 et 52 du Code des Marchés Publics ?
- Faut-il pondérer les critères en procédure de concours ?
- Que signifie la nouvelle écriture des articles 73 et 74 relatifs à la procédure dite des « marchés de définition simultanés » ?
- Peut-on recourir à l'accord-cadre dans le domaine de la maîtrise d'œuvre ?
- Quelle est l'autorité compétente pour attribuer un marché de maîtrise d'œuvre passé par une collectivité territoriale selon une procédure adaptée ?

- **N°17 « La maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation de bâtiment ».**

Cette fiche développe les règles et les souplesses offertes par la réglementation pour les opérations de réhabilitation de bâtiment (loi MOP, CMP). Elle sera publiée au 1er trimestre 2007.





MISSIONS AUPRES DU PUBLIC

La mission première de la MIQCP est d'aider à mettre en place les conditions de la qualité des ouvrages édifiés pour le compte des collectivités publiques. A ce titre, elle assure un rôle de conseil, d'information et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage publics et des prestataires qu'ils associent à leurs projets.

Les architectes-consultants

CONSEIL ET ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La préoccupation constante de la MIOCP est de se mettre au service des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. L'activité de conseil et d'assistance au quotidien, malgré les fortes contraintes qu'elle implique, lui permet, outre le service rendu, de conserver une connaissance fine de la réalité des pratiques et de mesurer les attentes particulières des acteurs de la commande architecturale et urbaine.

Assemblée des Architectes – Consultants

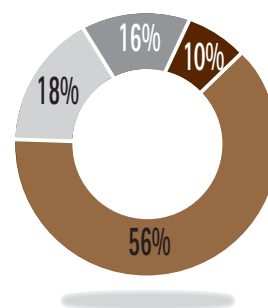
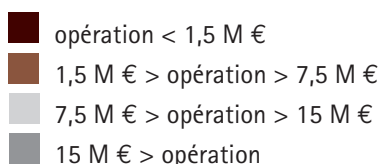
Les architectes-consultants de la MIOCP, ont été réunis en assemblée le 20 mars 2006 pour une réunion d'échanges et de dialogue. Ont notamment été évoquées les procédures adaptées avec remise de prestation et la place de la maîtrise d'œuvre dans les contrats de partenariats.

Interventions dans les jurys

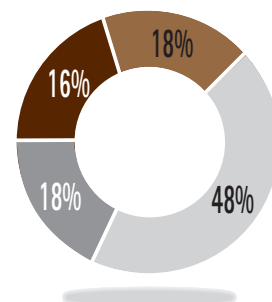
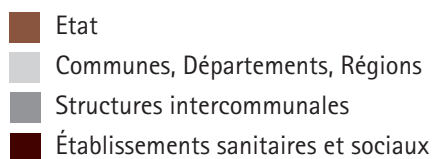
Les architectes-consultants ont participé en 2006 à 196 réunions de jury de concours, soit une augmentation de 11% par rapport à 2005. Cette présence a permis d'apporter l'expertise des architectes-consultants pour conseiller le maître d'ouvrage sur le choix de son maître d'œuvre et, chaque fois qu'il y a concours, sur le choix d'un projet. Elle favorise également l'émergence du nécessaire débat architectural approprié à chaque cas.

Ces interventions qui concernent le plus souvent (deux fois sur trois) des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé, de la culture et des sports et loisirs, peuvent s'analyser :

- En fonction du montant des opérations :



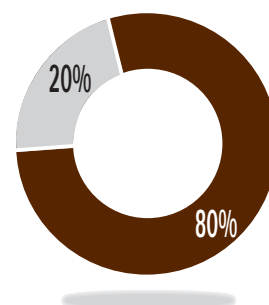
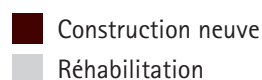
• *En fonction de la nature du maître d'ouvrage*



On constate que 82% des interventions des architectes-consultants, sont effectuées pour le compte des Collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

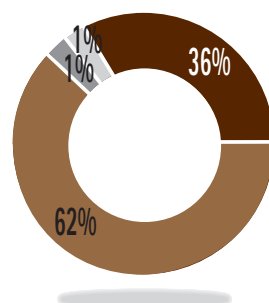
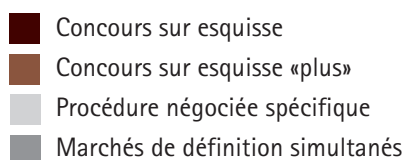
Ces chiffres sont proches des mesures prises par la MIOCP dans le cadre de statistiques établies depuis une dizaine d'années à partir des annonces parues dans le BOAMP. En effet, elles montrent que 85% à 90% des consultations de maîtrise d'œuvre sont lancées par les Collectivités.

• *En fonction de la nature de l'opération :*



Ce résultat n'est pas très éloigné des données statistiques qui situent la part du neuf entre 60% et 70% suivant les années. Le fait que les architectes-consultants soient essentiellement appelés dans les procédures de concours explique que la part du neuf représente 80% des opérations suivies par la Mission.

• *En fonction du mode de consultation :*



Les architectes-consultants de la MIOCP interviennent presque exclusivement dans des jurys de concours : c'est l'activité principale et traditionnelle de ces consultants.

Ces différentes analyses montrent la diversité des opérations pour lesquelles la MIOCP est sollicitée. Ces interventions constituent une source essentielle d'informations en provenance du terrain.

La participation des architectes consultants aux jurys

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
JANVIER					
4/01	COMPIEGNE	Mémorial de la Déportation	Mairie de Compiègne	J	Dubois
5/01	CRETEIL	Regroupement de Réanimation à l'Hopital de Créteil	Hopital de Créteil	A	Bouchez
10/01	RODEZ	Construction d'une maison commune Emploi-Formation	Ville de Rodez	S	Warnant
12/01	PARIS	Transfert de l'Etat Major de l'Armée de Terre	Ministère de la Défense	S	Gautrand
12/01	BASTIA	Construction de logements locatifs sociaux	Office Public Départ. d'HLM de la Haute-Corse	S	Quelderie
12/01	LA ROCHELLE	Commission Technique pour le parking des Chalutiers	Ville de La Rochelle	A	Vetter
18/01	DIGNES LES BAINS	Construction d'un nouvel hôtel de police	Ministère de l'Intérieur	S	Colombier
19/01	VILLIERS-LE-BACLE	Réalisation de maisons de ville communales	Ville de Villiers-le-Bâcle	S	Brout
20/01	REIMS	Groupe Scolaire Ravel Franchet	Ville de Reims	J	Tribel
23/01	NANTES	Réalisation d'une résidence universitaire	Conseil Général de Loire-Atlantique	S	Spitz
23/01	LYON	Création du nouveau siège de la Région Rhône-Alpes	Conseil Régional de Rhône-Alpes	S	Petit
24/01	CHATENAY MALABRY	Extension d'un gymnase pour le CREPS	Ministère de la Jeunesse et des Sports	J	Bouchez
25/01	MONBERT	Construction d'un nouvel établissement	Centre hospitalier de Monbert	S	Tribel
25/01	COURCOURONNES	Aménagement de la place de l'Orme	Ville de Courcouronnes	J	Barbier
26/01	STRASBOURG	Construction de la maison du conseil général	Conseil Général du Bas-Rhin	J	Daniel
27/01	PONT-CHATEAU	Réalisation de piscine intercommunale	Communauté de communes de Pont-Château	J	Bermond-Porchon
31/01	MOUTIERS-SAINT-JEAN	Extension et Restructuration d'une maison de retraite	Ville de Moutiers-Saint-Jean	S	Desmoulin
31/01	REIMS	Maison de Quartier Wilson	Ville de Reims	A	Delord
FÉVRIER					
1/02	COURCOURONNES	Construction d'un gymnase	Ville de Courcouronnes	S	Vetter
1/02	LA PLAINE SAINT DENIS	Réalisation du pôle gare de Sevran-Beaudottes	Syndicat d'Aménagement des Pays de France et d'Aulnoye	J	Bougéard
2/02	MONTIVILLIERS	Construction d'une cuisine centrale	Ville de Montivilliers	J	Dottelonde
2/02	CHALONS-EN-CHAMPAGNE	Construction d'un centre médical de garnison	Ministère de la Défense	S	Remon
2/02	ALLASSAC	Reconstruction de l'EHPAD d'Allassac	EHPAD d'Allassac	J	Imholz-Levrey
3/02	CANNES	Réalisation d'un groupe scolaire	Ville de Cannes	S	Bougéard
7/02	AMBOISE	Restructuration du service de psychiatrie adultes	Centre Hospitalier d'Amboise	S	Brout
8/02	BRAY DUNES	Construction d'une salle des fêtes et de spectacle	Ville de Bray Dunes	J	Bouchez
13/02	TOULOUSE	Plan directeur d'aménagement et Rénovation et réhabilitation d'un bâtiment	Ecole Nat. Sup. de l'Aéronotique et de l'Espace	S	Delord
15/02	LE MANS	Construction des locaux de l'antenne de l'IUFM	Conseil Général de la Sarthe	S	Duval
17/02	SAINT-ETIENNE	Construction de la Maison de l'Université et des Etudiants	Ville de Saint-Etienne	S	Imholz-Levrey
21/02	BOURGES	Construction de deux unités psychiatriques	Centre Hospitalier Georges Sand	S	Vetter
23/02	STRASBOURG	Extension et restructuration du collège de Drusenheim	Conseil Général du Bas-Rhin	S	Loupiac-Roux
24/02	CANNES	Construction d'un complexe de tennis municipal	Ville de Cannes	J	Yedid
27/02	ST QUENTIN EN YVELINES	Réalisation de tennis couverts à Magny les Hameaux	Communauté d'Agglo. de St Quentin en Yvelines	S	Hellin
28/02	MARNE-LA-VALLÉE	Construction d'une bibliothèque universitaire centrale	Université de Marne-la-Vallée	S	Gautrand
MARS					
1/03	SAINT JEAN DE LUZ	Aménagement du secteur urbain "la Fapa"	Mairie de Saint Jean de Luz	J	Yedid
2/03	CHALONS-EN-CHAMPAGNE	Construction d'une maison d'accueil spécialisée	Etabl. Public de Santé Départ. de la Marne	S	Spitz
3/03	BESANÇON	Construction de la 2ème partie de l'UFR de SMP	Rectorat de l'Académie de Besançon	J	Imholz-Levrey
6/03	DIJON	Réserves du musée des Beaux-Arts de Dijon	Mairie de Dijon	J	Daniel
9/03	PREMANON	Réalisation d'un pôle petite enfance	Ville de Prémanon	S	Reichardt
10/03	N.D. DE GRAVENCHON	Construction d'un centre aéré	Ville de Notre Dame de Gravenchon	S	Duval
15/03	LORIENT	Projet paysager sur la RN 65	DDE du Morbihan	S	Barbier
16/03	STRASBOURG	Construction d'un bloc technique et d'une tour de contrôle	DDE Strasbourg	S	Bouchez
16/03	BORDEAUX	Restructuration de la SEGPA + Travaux collège	Conseil général de la Gironde	J	Quelderie
16/03	QUIMPERLE	Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	Communauté de communes du Pays de Quimperlé	J	Bermond-Porchon

* S : Sélection des candidats
 J : Jugement
 AdC : Audition des Candidats
 PNS : Procédure Négociée Spécifique
 MdD : Marché de Définition
 A : Autres

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
16/03	LES MILLES	Projet du Camp des Milles	Association "Mémoire du Camp des Milles"	J	Drevet
17/03	JUVISY	Construction de la Maison de la petite enfance	Ville de Juvisy	S	Dubor
21/03	STRASBOURG	Restructuration du collège "Europe" à Obernai	Conseil Général du Bas-Rhin	S	Dubois
23/03	NOGENT-LE-ROTRON	Aménagement du centre ville de Nogent-le-Rotrou	Ville de Nogent-le-Rotrou	AdC	Galibourg
23/03	GONESSE	Réalisation d'un nouvel hôpital	Centre Hospitalier de Gonesse	J	Duchier
23/03	N.D. DE GRAVENCHON	Construction d'un centre aéré	Ville de Notre Dame de Gravenchon	A	Duval
24/03	NOGENT-LE-ROTRON	Aménagement du centre ville de Nogent-le-Rotrou	Ville de Nogent-le-Rotrou	J	Galibourg e
27/03	DREUX	Réhabilitation et extension d'un théâtre	Ville de Dreux	S	Vetter
29/03	AVIGNON	Construction d'un bâtiment administratif	DDTEFP	J	Kock
29/03	AMIENS	Construction de logements étudiants	OPAC d'Amiens	J	Colombier
30/03	NANTERRE	Construction d'un collège à Bois Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Philippon

AVRIL

4/04	LALOUVESC	Construction de 50 lits d'hébergement	Hôpital de Lalouvesc	J	Reichardt
4/04	CHATEAU-THIERRY	Mise en place d'une unité Alzheimer	Centre hospitalier de Château-Thierry	S	Tribel
5/04	VANVES	Création d'un pôle culturel	Mairie de Vanves	J	Hellin
5/04	COURCOURONNES	Construction d'un gymnase	Ville de Courcouronnes	J	Vetter
5/04	PARIS	Construction d'une bibliothèque de sciences	Région Ile de France	S	Yedid
6/04	LISIEUX	Centre d'entraînement de Trot	Communauté de communes de Lisieux	A	Yedid
7/04	CANNES	Réalisation du groupe scolaire Marcel Pagnol	Ville de Cannes	J	Delord
7/04	SAINT-OUEN	Réalisation d'une école primaire	Mairie de Saint Ouen	J	Dottelonde
10/04	NANTES	Réalisation d'une résidence universitaire	Conseil Général de Loire-Atlantique	J	Spitz
10/04	VILLIERS-LE-BACLE	Réalisation de maisons de ville communales	Ville de Villiers-le-Bâcle	J	Brout
12/04	PEGOMAS	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Pegomas	S	Bassez
13/04	POITIERS	Construction d'un bâtiment de Médecine Physique et Réadaptation	CHU de Poitiers	S	Warnant
13/04	DAKAR	Reconstruction du lycée de Dakar	Ambassade de France	S	Brout
14/04	DAKAR	Reconstruction du lycée de Dakar	Ambassade de France	S	Brout
14/04	MONT SAINT AIGNAN	Restructuration du centre culturel	Mairie de Mont Saint Aignan	J	Daniel
14/04	LIMOGES	Construction du pôle universitaire Campus de Brive	Rectorat de l'académie de Limoges	S	Loupiac-Roux
18/04	EPINAL	Construction du nouvel hôpital	Ville d'Epinal	S	Spitz
18/04	RENNES	Construction de Bâtiment des Services	Conseil Général d'Ille et Vilaine	J	Duval
19/04	CANNES	Construction d'un complexe de tennis municipal	Ville de Cannes	AdC	Yedid
20/04	CANNES	Construction d'un complexe de tennis municipal	Ville de Cannes	AdC	Yedid

MAI

2/05	AMBOISE	Restructuration du service de psychiatrie adultes	Centre Hospitalier d'Amboise	J	Brout
3/05	FRESNES	Conception-Réalisation d'un bâtiment à Chateauroux	Direction Régionale des Services Pénitentiaires de Paris	J	Bougeard
4/05	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Dubor
5/05	MARGENCEL	Construction d'un bâtiment salle des fêtes et Maison des ass. communales	Ville de MargenceL	S	Spitz
10/05	NANTERRE	Construction du commissariat de Bois-Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Duval
12/05	ANGOULEME	Restructuration construction de nouveaux bâtiments	Centre Hospitalier d'Angoulême	J	Bassez
15/05	LE MANS	Construction d'une cité des Musiques, Danse et Art dramatique	Ville du Mans	S	Bermond-Porchon
16/05	SAINT-DENIS	Prolongement du Tramway T1	DDE du 93	S	Desmoulin
17/05	SAINT HERBLAIN	Création d'un pôle de réadaptation fonctionnelle	UGE CAM	J	Imholz-Levrey
17/05	GENTILLY	Construction d'un immeuble de bureaux de la MSA	MSA Ile de France	S	Dottelonde
18/05	LE MANS	Construction d'un établissement d'accueil spécialisé Alzheimer	Société d'équipement du Mans	S	Vetter
19/05	MOUTIERS-ST-JEAN	Extension et Restructuration d'une maison de retraite	Ville de Moutiers-Saint-Jean	J	Desmoulin
22/05	PERPIGNAN	Création d'un accueil au Palais des Rois de Majorque	Conseil Général des Pyrénées Orientales	S	Bouchez
22/05	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Bourg-la-Reine	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Guyard

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
23/05	RODEZ	Maison commune Emploi Formation Espace Jeunesse	Communauté d'agglomération du Grand Rodez	J	Warnant
30/05	PARIS	Construction d'un centre de secours à Ivry sur Seine	Préfecture de Police de Paris	S	Colombier
30/05	CHATEAUROUX	Construction d'un centre d'éducation routière et d'exploitation de la RN 151	DDE de l'Indre	S	Vetter
30/05	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Construction d'une médiathèque	Ville de Saint-Jean-de-Luz	S	Daniel
JUIN					
1/06	SAINT-ETIENNE	Construction de la Maison de l'Université et des Etudiants	Ville de Saint-Etienne	J	Imholz-Levrey
1/06	NANTERRE	Restructuration d'un collège à Nanterre	Conseil Général des Hauts de Seine	S	Duval
1/06	LISIEUX	Centre d'entraînement de Trot	Communauté de communes de Lisieux	J	Yedid
6/06	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Construction d'une médiathèque	Ville de Saint-Jean-de-Luz	S	Daniel
8/06	JUVISY	Construction de la Maison de la petite enfance	Ville de Juvisy	J	Dubor
12/06	NANTES	Construction d'un ensemble immobilier de bureaux	Conseil Général de Loire Atlantique	S	Yedid
13/06	ARMENTIERES	Construction d'un centre de santé mentale	Etablissement Public de Santé Mentale Lille Métropole	S	Bougeard
15/06	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Asnières	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Butler
18/06	PREMANON	Réalisation d'un pôle petite enfance	Ville de Prémanon	J	Reichardt
19/06	NANTERRE	Reconstruction du collège du vieux pont de Sèvres à Boulogne	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Guervilly
20/06	STRASBOURG	Restructuration du collège "Europe" à Obernai	Conseil Général du Bas-Rhin	J	Dubois
20/06	STRASBOURG	Extension et restructuration du collège de Drusenheim	Conseil Général du Bas-Rhin	J	Loupiac-Roux
21/06	CERILLY	Aménagement de 111 chambres individuelles	Maison de retraite de Cerilly	PNS	Bermond-Porchon
22/06	CARCASSONNE	Concours d'idées "Le tertiaire dans le périurbain"	CAUE de l'Aude	S	Loupiac-Roux
22/06	ANZIN	Construction d'une médiathèque	Ville d'Anzin	S	Bermond-Porchon
26/06	ST QUENTIN EN YVELINES	Réalisation de tennis couverts à Magny les Hameaux	Communauté d'Agglo. de St Quentin en Yvelines	J	Hellin
30/06	ROUEN	Construction du centre de formation d'apprentis	Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Seine Maritime	J	Duval
JUILLET					
3/07	TOURS	Réalisation de l'Artésium (équipement culturel, lieu de création artistique)	Communauté d'agglomérations Tours Plus	J	Duchier
6/07	NANTERRE	Construction d'un collège à Bois Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Philippon
7/07	LES ABYMES	Reconstruction du centre gérontologique du Raizet	Centre Gérontologique du Raizet	S	Galibourg
10/07	PEGOMAS	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Pegomas	J	Bassez
11/07	EPINAL	Construction du nouvel hôpital	Ville d'Epinal	J	Spitz
12/07	PARIS	Modernisation du centre opérationnel des Pompiers de Paris	Préfecture de Police de Paris	S	Bougeard
12/07	VERLINGHEM	Déconstruction Reconstruction d'une école maternelle et primaire	Ville de Verlinghem	A	Bassez
12/07	GENTILLY	Construction d'un immeuble de bureaux de la MSA	Mutualité Sociale Agricole	J	Galibourg
13/07	PARIS	Construction de logements à Pierrefitte	Immobilière 3F	S	Bouchez
13/07	POITIERS	Construction d'un bâtiment de Médecine Physique et Réadaptation	CHU de Poitiers	J	Warnant
18/07	VERLINGHEM	Déconstruction Reconstruction d'une école maternelle et primaire	Ville de Verlinghem	S	Bassez
19/07	PARIS	Concours Fondation BMW	Fondation BMW	J	Galibourg
20/07	DAKAR	Reconstruction du lycée de Dakar	Ambassade de France	J	Brout
20/07	GIF-SUR-YVETTE	Construction d'ouvrages du futur parc de recherche du CNRS	CNRS	S	Quelderie
21/07	DAKAR	Reconstruction du lycée de Dakar	Ambassade de France	J	Brout
21/07	MARGENCEL	Construction d'un bâtiment salle des fêtes et maison des associations	Ville de Margencel	J	Spitz
26/07	ANGERS	Construction d'un plateau technique de Gynécologie Obstétrique	Centre Hospitalier d'Angers	S	Galibourg
26/07	PERPIGNAN	Création d'un accueil au Palais des Rois de Majorque	Conseil Général des Pyrénées Orientales	J	Bouchez
AOÛT					
30/08	LUXEUIL LES BAINS	Construction d'une école maternelle et d'un pôle périscolaire	Ville de Luxeuil les Bains	S	Warnant
30/08	CHAMBERY	Construction d'un groupe scolaire	DDE Savoie	S	Delord

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
SEPTEMBRE					
5/09	GOURNAY	Construction d'un espace culturel	Ville de Gournay en Bray	S	Desmoulin
5/09	LYON	Création du nouveau siège de la Région Rhône-Alpes	Conseil Régional de Rhône-Alpes	J	Petit
6/09	BELFORT	Construction du site médian du centre hospitalier de Belfort Montbéliard	Centre Hospitalier de Belfort Montbéliard	S	Guervilly
8/09	LISSIEU	Réalisation d'un pôle culturel et festif	Ville de Lissieu	S	Warnant
11/09	CRETEIL	Construction d'un bâtiment à Orly	Préfecture du Val de Marne	J	Delord
12/09	LE BROU	Création d'un ensemble immobilier à le Brou	Communauté de communes les Coteaux d'Azur	S	Warnant
12/09	LORIENT	Projet paysager sur la RN 65	DDE du Morbihan	J	Barbier
12/09	SCEAUX	Rénovation de la maison de retraite de Sceaux	Maison de retraite de Sceaux	S	Dottelonde
13/09	PARIS	Opération d'urbanisme à Bondy	Immobilière 3F	S	Galibourg
13/09	STJUST- ST RAMBERT	Construction d'un établissement pour personnes âgées dépendantes	Maison d'accueil de St Just St Rambert	S	Drevet
13/09	SAINT-DENIS	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Saint-Denis	S	Vetter
14/09	PARIS	Construction de la maison des sciences et de l'homme	Université Paris 13	S	Dubor
14/09	SAINT-DENIS	Prolongement du Tramway T1	DDE du 93	J	Desmoulin
15/09	N.D. DE GRAVENCHON	Construction d'un centre aéré	Ville de Notre Dame de Gravenchon	A	Duval
15/09	PARIS	Opérations immobilières aux Mureaux	Immobilière 3F	S	Loupiac-Roux
19/09	LE BROU	Extension et rénovation d'une école et création d'un parking	Communauté de communes Les Coteaux d'Azur	S	Bouchez
19/09	DIGNES LES BAINS	Construction d'un nouvel hôtel de police	Ministère de l'Intérieur	J	Colombier
20/09	ANGOULEME	Construction d'une cuisine centrale	Groupeement d'Intérêt Public-Restaurant de l'Angoumois	S	Bougeard
20/09	BOBIGNY	Construction d'un commissariat à Livry-Gargan	Préfecture de Seine-Saint-Denis	J	Tribel
25/09	DEUIL-LA-BARRE	Construction d'un équipement nautique intercommunal	Communauté d'agglomération Vallée de Montmorency	S	Vetter
26/09	STRASBOURG	Construction d'un bloc technique et d'une tour de contrôle	DDE Strasbourg	J	Bouchez
28/09	NANTERRE	Construction d'un hôtel de police à Issy-les-Moulineaux	Conseil Général des hauts-de-Seine	S	Daniel
29/09	NANTES	Réalisation d'un centre de tri	Nantes Métropole	S	Tribel
OCTOBRE					
2/10	LILLEBONNE	Construction d'une école de musique et de danse et d'un CIO à Lillebonne	Communauté de Communes de Port-Jérôme	J	Barbier
2/10	LA GARENNE COLOMBES	Construction d'une médiathèque	Ville de la Garenne Colombes	S	Weil
3/10	MARNE-LA-VALLEE	Construction d'une bibliothèque universitaire centrale	Université de Marne-la-Vallée	J	Gautrand
4/10	PARIS	Construction de la Maison des Langues et des Relations Internationales	Conseil Général d'Ile-de-France	S	Dottelonde
4/10	PARIS	Renouvellement urbain Quartier de Montfermeil I	Immobilière 3F	S	Yedid
5/10	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Dubor
10/10	CHAMBERY	Opération immobilière à l'INES	Conseil Général de Savoie	S	Delord
10/10	VILLENEUVE-LA-GARENNE	Construction de la Maison des Jeunes et de la Culture et d'un gymnase	Ville de Villeneuve-la-Garenne	S	Weil
11/10	CRETEIL	Construction d'un bâtiment à Orly	Préfecture du Val de Marne	A	Delord
12/10	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Asnières	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Butler
12/10	LIMOGES	Construction du pôle universitaire Campus de Brive	Rectorat de l'académie de Limoges	J	Loupiac-Roux
16/10	SOISSONS	Programmation d'aménagements urbains	Ville de Soissons	S	Barbier
17/10	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Construction d'une médiathèque	Ville de Saint-Jean-de-Luz	J	Daniel
18/10	LE MANS	Construction d'un établissement d'accueil spécialisé Alzheimer	Société d'équipement du Mans	J	Vetter
19/10	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Bourg-la-Reine	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Guyard
20/10	PARIS	Renouvellement Urbain Quartier de Montfermeil II	Immobilière 3F	S	Yedid
23/10	NANTERRE	Construction du commissariat de Bois-Colombes	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Duval
24/10	ROUEN	Transfert d'un centre de ressources du Musée National de l'Education	Ministère de l'Education Nationale	J	Dottelonde
24/10	VERLINGHEM	Déconstruction Reconstruction d'une école maternelle et primaire	Ville de Verlinghem	J	Bassez
25/10	LAGNY SUR MARNE	Construction du futur centre technique municipal	Ville de Lagny sur Marne	S	Brunet
25/10	BOURGES	Construction de deux unités psychiatriques	Centre Hospitalier Georges Sand	J	Vetter
25/10	PARIS	Construction d'une bibliothèque de sciences	Région Ile de France	J	Yedid
25/10	ARMENTIERES	Construction d'un centre de santé mentale	Etablissement Public de Santé Mentale Lille Métropole	J	Bougeard
30/10	DIJON	Intervention sur un ouvrage d'art	Conseil Général de la Côte d'Or	S	Philippon

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
30/10	NICE	Projet "pôle aviation légère"	Aéroport Nice Côte d'Azur	S	Brout
31/10	CHALONS SUR SAONE	Réalisation du futur musée de la photo Nicéphora Niepce	Ville de Chalons sur Saone	S	Bouchez
NOVEMBRE					
6/11	PARIS	Opération d'urbanisme à Bondy	Immobilière 3F	J	Galibourg
7/11	COGNIN	Réalisation d'un nouveau quartier de l'agglomération chambérienne	Ville de Cognin	MdD	Spitz
9/11	AUXERRE	Construction d'un pôle mère-enfant et urgences adultes	Centre Hospitalier d'Auxerre	J	Imholz-Levrey
9/11	BOURGES	Restructuration et extension des Archives Départementales	Conseil Général du Cher	S	Reichardt
16/11	NANTERRE	Restructuration d'un collège à Nanterre	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Duval
16/11	MONT-SAINT-AIGNAN	Restructuration de la maternité et construction d'un bâtiment médico-tech.	Centre Hospitalier du Belvédère	S	Gautrand
17/11	LISSIEU	Réalisation d'un pôle culturel et festif	Ville de Lissieu	J	Warnant
20/11	LE MANS	Construction d'une cité des Musiques, Danse et Art dramatique	Ville du Mans	J	Bermond-Porchon
23/11	LE BROC	Création d'un ensemble immobilier à le Broc	Communauté de communes Les Coteaux d'Azur	J	Warnant
24/11	LE BROC	Extension et rénovation d'une école et création d'un parking	Communauté de communes Les Coteaux d'Azur	J	Bouchez
DÉCEMBRE					
4/12	QUIMPER	Réhabilitation et extension du siège de la CAF du Sud-Finistère	CAF du Sud-Finistère	S	Bassez
8/12	ST JUST ST RAMBERT	Construction d'un établissement pour personnes âgées dépendantes	Maison d'accueil de St Just St Rambert	J	Drevet
8/12	RENNES	Construction de centre de secours à Rennes et Dinard	SDIS d'Ille-et-Vilaine	S	Dubois
12/12	AIX-EN-PROVENCE	Réalisation d'une piscine intercommunale	Communauté du Pays d'Aix	J	Berlottier
13/12	PARIS	Opérations immobilières aux Mureaux	Immobilières 3F	J	Loupiac-Roux
14/12	ANZIN	Construction d'une médiathèque	Ville d'Anzin	J	Bermond-Porchon
15/12	GIF-SUR-YVETTE	Construction d'ouvrages du futur parc de recherche du CNRS	CNRS	J	Quelderie
18/12	DREUX	Réhabilitation et extension d'un théâtre	Ville de Dreux	J	Vetter

Interventions des permanents de la MIQCP

La MIQCP participe aux congrès et assemblées générales de diverses institutions, associations et organisations professionnelles. C'est l'opportunité de rappeler et d'expliquer ses actions, de faire le point sur les évolutions en cours, et d'échanger informations et points de vue sur les thèmes d'actualité avec les professionnels concernés.

Les congrès professionnels

- **Les rencontres nationales de l'architecture de l'urbanisme et de l'environnement** organisées à Angers par la FNCAUE, les 4 et 5 avril.
La MIQCP, a pu s'exprimer en séance plénière pour attirer l'attention des CAUE sur les procédures adaptées de maîtrise d'œuvre avec remise de prestation, afin de les mobiliser en vue d'une réflexion commune. C'est ce qui a été fait les 29 et 30 mai, au cours de réunions organisées à la MIQCP avec une dizaine de CAUE.
- **Les Rencontres de l'Ingénierie, organisées par Syntec-ingénierie**
Le président de la MIQCP a été invité à faire part, au sein de l'atelier « mutations urbaines », de son expérience, en tant qu'élus, de conduite des projets urbains (le fonctionnement des projets, le rôle des acteurs,...) et du lien entre ville et développement durable.

Les rencontres internationales

Dans le cadre du **Forum Européen des Politiques Architecturales**, organisé à Vienne (Autriche) les 8 et 9 juin 2006, sur le thème général des « Outils et procédures suscitant la qualité », la MIQCP a pu faire connaître ses travaux à travers ses publications mises à disposition du public, notamment celles relatives aux marchés de définition simultanés, à l'approche du coût global pour les ouvrages publics, et aux enquêtes menées en Europe par la Mission depuis 2000 sur la pratique des concours d'architecture et la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre.

- La MIQCP a participé à une rencontre avec la CABE (Commission for Architecture and the Built Environment), représentée par son directeur, à l'invitation du CERTU, à Lyon le 5 octobre 2006. Cet organisme, créé par le gouvernement britannique, regroupe aujourd'hui 100 personnes pour assister les clients publics dans la préparation de leurs opérations de construction et d'aménagement urbain, et les sensibiliser aux processus favorisant la qualité et la meilleure valeur (whole life cost) de leurs réalisations dans le temps. « Comment faire bien ? » A cette occasion, des échanges sur les travaux en cours et les activités inscrites dans la politique du développement durable ont concerné plus particulièrement la conduite des projets, la qualité d'usage et les approches économiques et environnementales . Une abondante documentation fut distribuée de part et d'autre.
- La MIQCP a fait partie de la délégation française accueillant un groupe de fonctionnaires et représentants des institutions hollandaises qui souhaitaient rencontrer leurs homologues français pour échanger sur les bonnes pratiques en matière d'ouvrages d'art et de grandes infrastructures de transports. Cette journée a été organisée par la DAEI le 17 octobre 2006.

Conseils approfondis à la maîtrise d'ouvrage :

Certains professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, engagés dans des projets concrets d'aménagement public, ont recours à la MIQCP lors des phases de préparation ou de choix des maîtres d'œuvre de ces opérations.

- **Société d'Economie Mixte Courbevoie-Danton**
La SEMCODAN a sollicité la MIQCP, pour trouver une solution permettant à des promoteurs, la consultation préférentielle de jeunes architectes pour la construction de logements dans une ZAC de Courbevoie.
- **Délégation à l'Action Foncière (DAF) :** rattachée au ministère de l'Equipeement, cette délégation a pour missions, d'une part piloter la politique immobilière de ce ministère, et d'autre part de mobiliser le foncier public pour produire des logements.
Dans ce cadre, elle a souhaité les conseils de la MIQCP sur deux opérations :
 - le projet de construction du nouveau ministère de l'Equipeement, sur le site de la Défense, opération qui se doit d'être exemplaire, et pour laquelle des études d'évaluations préalables permettront d'arrêter le montage courant premier trimestre 2007. La MIQCP sera associée à certains groupes de travail thématiques constitués dans cet objectif,
 - le projet d'aménagement du fort d'Aubervilliers (93).

Sollicitations et réponses téléphoniques

- **Préparation de l'exposition universelle de 2010 à Shanghai (Chine)**, la mission placée auprès de la Présidence de la République, chargée de la conduite de cette opération a rencontré la MIQCP pour étudier le processus à mettre en place pour la construction du futur Pavillon de la France.
- **Etablissement de maîtrise d'ouvrage du palais de justice de Paris**
La Mission a été interrogée sur les contraintes juridiques des concours d'idées en vue de lancer celui concernant l'aménagement du palais de justice de Paris sur le site de Tolbiac Halle Freysinet (ZAC Paris Rive Gauche).
- **Ministère de la Culture et de la Communication**
La mission a été interrogée sur les possibilités d'organisation de la maîtrise d'ouvrage, entre l'Etat et la ville de Paris pour le grand auditorium de la Villette.
- **Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace**
La Mission a continué à apporter son expertise pour la conduite du projet de réhabilitation et de restructuration du patrimoine immobilier de l'Ecole, notamment sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage et sur les procédures de dévolution des marchés d'élaboration du plan d'aménagement, de diagnostic et de maîtrise d'œuvre.
- **Ville de Bois-Colombes (92) : échange sur diverses procédures de choix de maîtres d'œuvre engagées par la Ville.**
- **Table ronde organisée par l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France (AITF) à Lyon le 24 novembre 2006** : inquiets de voir se multiplier auprès des élus, responsables publics, les sollicitations pour recourir à des montages en partenariats public-privé pour leurs opérations, les ingénieurs territoriaux en charge des services opérationnels des villes souhaitent souligner les valeurs de la maîtrise d'ouvrage publique, et la motivation dans la recherche de la qualité dans la conduite des opérations qui animent au quotidien les agents de leurs services ; la MIQCP fut invitée à participer au débat en rappelant les facteurs favorables au développement d'une opération de qualité. Les échanges enregistrés devront faire l'objet d'un dossier spécial publié par « Technicité », journal à grande diffusion dans les Collectivités territoriales.

La MIQCP met les compétences de ses agents à disposition des professionnels qui la sollicitent sur des points précis, qu'il s'agisse de questions pratiques, d'explications de textes juridiques ou de méthodes...

La disponibilité et l'écoute attentive, de même que les conseils personnalisés ainsi dispensés, encouragent le recours à cette assistance téléphonique permanente.

Cette année, les experts de la MIQCP ont répondu à près de 2 000 appels émanant de divers services et organismes :

Communes, communautés de communes	28 %
Conseils généraux et régionaux	6 %
Universités, Ecoles, Centres de formation, secteur hospitalier	5 %
DDE, DRE	7 %
Autres organismes de l'Etat	10 %

CAUE	6 %
SEM, OPHLM	7 %
Prestataires privés (architectes, urbanistes, paysagistes, BET, programmistes...)	22 %
Autres (Associations, CROA, UNSFA, organismes para-publics)	9 %

FORMATION ET SENSIBILISATION

Depuis sa création, la MIQCP a toujours consacré beaucoup de temps et d'énergie au volet «formation».

Compte-tenu de la complexité et de l'évolution permanente des textes réglementaires qui régissent la commande publique, la Mission est très sollicitée par les acteurs publics et professionnels de l'aménagement et de la construction qui veulent mettre à jour leurs connaissances juridiques et comprendre les enjeux de leur mission.

La MIQCP met à disposition de ses interlocuteurs les connaissances spécifiques entretenues par sa participation à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, par l'expérience acquise au travers des opérations suivies et par des contacts permanents avec le monde professionnel. Dans le cadre de la formation continue, la MIQCP intervient régulièrement au cours de stages, soit de prise de fonction, soit de perfectionnement, organisés par des organismes de formation qui font régulièrement appel à ses services : Ponts-Formation-Edition, l'ENTPE de Lyon, les CIPF du ministère de l'Équipement. En outre, elle est sollicitée ponctuellement, par ses partenaires tant publics que privés, tels les CAUE, certains services spécialisés des ministères de la Culture, de la Justice, de la Santé, de l'Intérieur, ou les institutions professionnelles des architectes (GEPA, CROA), celles des ingénieurs et techniciens (AITF) ou celles des élus locaux.

La réforme du Code des Marchés Publics en 2004 a permis à la MIQCP de développer considérablement son volume d'actions de formation-conseil. En 2006, cette activité a diminué en raison de l'attente du nouveau Code qui n'a été publié qu'en août. Les demandes qui se sont alors exprimées sur la réforme et qui n'ont pu être assurées au 2ème trimestre 2006 le seront en 2007.

Pour l'ensemble des sujets abordés, l'équipe d'experts de la MIQCP a animé près de quatre vingt dix journées sur l'ensemble du territoire français, auxquelles ont participé plus de 3000 personnes.

Plus précisément, ces actions peuvent être détaillées de la façon suivante :

Journées d'information et d'échange sur la commande publique avec les Directions Régionales de l'Équipement

A l'occasion de la sortie du Code des Marchés Publics, en août 2006, la Mission a renouvelé son offre de formation auprès de toutes les DRE de France. C'est ainsi qu'elle a pu organiser deux

**Journées sur
la commande
publique et
rencontres avec la
maîtrise d'ouvrage**

journées qui ont eu lieu à Toulouse, le 26 octobre, et à Rouen, le 6 décembre, rassemblant près de 300 personnes. D'autres sont programmées pour 2007.

Ces journées sont l'occasion pour la Mission de transmettre ses recommandations en diffusant ses documents aux participants, comme les fiches « médiations », la reproduction des supports pédagogiques et les plaquettes de présentation.

Journées avec les CAUE

Comme les années précédentes, la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) et la MIQCP, continuent à apporter leur soutien financier au réseau des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) dans l'organisation de journées destinées aux élus, notamment sur la qualité architecturale, les espaces publics et la « HQE » (Haute Qualité environnementale dans les bâtiments).

L'attribution de ces subventions passe par une étroite coordination entre la Mission et la Fédération Nationale des CAUE (FNCAUE).

Des actions sont désormais menées dans le cadre des Unions Régionales des CAUE permettant ainsi à certains CAUE non adhérents à la FNCAUE de pouvoir tout de même bénéficier de ces subventions.

Dix journées ont pu être montées dont huit subventionnées :

L'Union Régionale des CAUE d'Ile-de-France, organise depuis plusieurs années « Les rendez-vous de la maîtrise d'ouvrage publique » pour débattre d'un thème particulier à l'occasion d'une visite d'opération choisie en conséquence, et sensibiliser les élus à la qualité architecturale et à l'aménagement du territoire. Quatre réunions ont été tenues, rassemblant près de 250 personnes :

- **à Massy (91), le 2 février 2006** : autour du thème « Aménager un quartier dense autour d'une gare », en collaboration avec la Commune et la SEMMASSY. La visite de la ZAC a été l'occasion de proposer aux élus des outils de réflexion permettant, en amont d'une opération, d'analyser les facteurs de qualité et la répartition des rôles des acteurs .
- **à Chessy (77), le 9 mars 2006** : la Mission a évoqué les procédures adaptées du Code des Marchés Publics. La visite de deux projets situés au centre de la Ville nouvelle ont permis des débats plus approfondis.
- **à Saint-Denis (93), le 13 juin 2006** : autour du thème « La requalification des berges du canal Saint-Denis, les étapes d'un projet intercommunal », la Mission a abordé la question des outils réglementaires et des procédures applicables à ce type de projet : marchés de définition simultanés, processus de commande et d'élaboration des espaces publics.
- **à Paris (75), le 26 octobre 2006** : sur le Code des Marchés Publics de 2006.

L'Union Régionale d'Aquitaine a réuni les CAUE du Sud-Ouest autour du thème des règles de passation des marchés publics, afin de réactualiser les connaissances de ses conseillers amenés à répondre régulièrement aux questions des maîtres d'ouvrage publics.

Formations plus spécifiques

Le CAUE de Haute-Savoie (74) a invité la Mission à former des architectes, appelés à sieger dans les jurys de concours, le 16 mars 2006.

Le CAUE du Loiret (45) a organisé une journée de sensibilisation au développement durable le 8 juin 2006.

Le CAUE de l'Aude (11) a sollicité la participation de la Mission sur le coût global le 26 octobre 2006.

Le CAUE du Pas-de-Calais (62) a organisé une rencontre, le 7 février, avec des architectes praticiens et des services de marchés des collectivités pour débattre des modes opératoires de la procédure adaptée prévus au Code 2006, pour la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre.

Le CAUE de l'Ardèche (07) a invité la Mission à traiter les thèmes du développement durable et du coût global, le 29 mai 2006.

Autres journées de formation sur la maîtrise d'ouvrage publique et ses enjeux

Les marchés de maîtrise d'œuvre ont fait l'objet de 38 formations auprès des organismes partenaires suivants :

- Ponts-Formation-Edition (6 journées)
- Moniteur (4 journées)
- CNFPT-ENACT (3 journées)
- Ministère de l'Équipement (21 interventions) aux CIFP de Paris, Toulouse et Tours, aux CETE de Rouen, Arras, et Aix-en-Provence, à la Direction Interdépartementale des Routes d'Ile-de-France et à l'ENTPE de Lyon.
- Ministère de l'Emploi, à la Direction des Travaux
- Ministère de la Santé (ENSP) (2 journées)
- Météo France
- Associations des Maires et des Ingénieurs Territoriaux de France
- Batigère (deux journées)

Les formations spécifiques sont préparées au cas par cas, en fonction des programmes pédagogiques des institutions chargées de la formation des agents de services de l'État ou des collectivités, ou à la demande de publics particuliers. L'évolution des pratiques professionnelles dans des domaines nouveaux, intervenant de plus en plus en amont des opérations, font apparaître des publics renouvelés.

Elles peuvent se regrouper autour des principaux thèmes suivants :

La programmation des bâtiments publics et la démarche de projet

- En mai, sous l'égide de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA), formation des conseillers des Villes et Pays d'Art et d'Histoire pour la mise en place des Centres d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (C.I.A.P.) : en simultanéité avec le projet scientifique et culturel, comment développer le projet architectural et scénographique, choisir le concepteur en respectant les règles de la commande publique ?

- En décembre, sous l'égide de la Direction des Musées de France (DMF), formation des conseillers pour les musées à la programmation architecturale et muséographique dans le processus d'élaboration d'un projet de musée.
- En novembre, l'Ecole d'Architecture de Lille a proposé aux étudiants de fin de cycle et aux professionnels dans le cadre de leur formation permanente, une formation à la programmation et aux modalités de choix des concepteurs, à partir de l'analyse de cas concrets présentés par des programmistes et des maîtres d'ouvrage.
- La MIQCP est aussi intervenue dans le cadre de la formation continue dispensée par Ponts -Formation-Edition (deux journées).

L' assistance à Maîtrise d'Ouvrage

De nouveaux publics apparaissent, correspondant à de nouvelles demandes professionnelles. C'est ainsi que l'Institut National d'Horticulture d'Angers propose une option « Ingénierie des Territoires » pour former des ingénieurs dans les domaines de l'aménagement et de la gestion de l'espace à l'échelle du territoire. Dans le cadre de l'évolution des pratiques paysagères en France et à l'étranger, cette formation répond à une demande d'un niveau scientifique exigeant, de plus en plus en amont des projets, au niveau de la maîtrise d'ouvrage.

Dans ce cadre, la MIQCP est intervenue pour présenter les paramètres d'une démarche de conduite et management de projet.

La MIQCP est intervenue à deux reprises , au mois de novembre, dans le cadre de la formation spécifique mise au point avec le GEPA (Groupe pour l'Education Permanente des Architectes), la DAPA et la SFA (Société Française des Architectes).

La Sensibilisation à la qualité architecturale

Parmi les nouveaux publics, il convient de nommer L'Institut des Sciences et Pratiques d'Education et de Formation (Université Lumière Lyon II).

Celui-ci propose un Master professionnel d'administration des établissements éducatifs pour former les étudiants aux métiers de directeurs des établissements éducatifs et de cadres territoriaux chargés des questions d'éducation. Des modules transversaux, en rapport avec la pratique des acteurs, sont alimentés par les savoirs des sciences humaines et sociales.

La MIQCP a été sollicitée, à deux reprises, dans le module « réglementation et responsabilité juridique » : la décentralisation concernant particulièrement le domaine scolaire, il est apparu important de consacrer une grande partie de ce module à la sensibilisation des futurs gestionnaires à la dimension architecturale de l'établissement et à ses usages ; présenter le rôle du chef de l'établissement dans son dialogue avec la collectivité territoriale (maître d'ouvrage), avec l'architecte (maître d'œuvre) et surtout avec l'ensemble des usagers directs et indirects.

La gestion du Patrimoine

Le ministère de l'Education Nationale a décidé de professionnaliser les acteurs du patrimoine universitaire dans leur fonction de maîtres d'ouvrage. Pour répondre à cet objectif, l'Ecole Supérieure de l'Education Nationale à Poitiers, et l'Université Paris XII Val de Marne, ont fait appel,

pour la deuxième année consécutive, les 3 et 4 mai, aux compétences de la Mission pour intervenir dans la formation de trois modules pour la prise de fonction des responsables de la gestion du patrimoine dans les universités.

La maîtrise d'ouvrage urbaine

Dans le cadre des DESS de maîtrise d'ouvrage urbaine dispensés par l'Ecole d'Architecture de Marne-la-Vallée (77) et l'Institut d'Urbanisme de Paris XII-Créteil (94), la MIQCP a participé à 5 journées de formation pour présenter les règles de la commande publique applicables aux consultations urbaines et débattre de questions d'actualité (réforme du Code des Marchés Publics, mise en place des contrats de partenariat).

Le mandat et la conduite d'opération

Compte-tenu des mesures apportées par l'ordonnance du 17 juin 2004 modifiant la loi MOP, la Mission a assuré trois journées de formation spécifiques auprès du Moniteur. L'objectif a consisté à faire le point sur le nouveau cadre réglementaire de l'exercice d'un mandat ou d'une conduite d'opération MOP et à faire prévaloir une assistance à maîtrise d'ouvrage de qualité.

Le Développement Durable et le coût global

L'ADEME et le CAUE du Loiret ont sollicité la Mission afin de présenter son rôle dans la promotion de la démarche environnementale relative aux bâtiments.

La Mission est intervenue auprès d'AJENA, du CETE de Nord-Picardie et du CAUE de l'Ardèche à différentes reprises sur ces mêmes thématiques.

Sur le coût global, la récente publication du guide « Ouvrages publics et Coût global » en début d'année a suscité des demandes de développement complémentaire auprès de deux organismes : l'ARENE Ile de France et le ministère de la Défense.

Les ouvrages édités récemment par la Mission sur la HQE et le coût global servent de supports aux débats.

Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures

Ce thème garde toute son importance du fait de l'externalisation de la maîtrise d'œuvre notamment instaurée par la réforme de l'ingénierie publique au sein du ministère de l'Équipement. Il a été traité, à Ponts-Formation-Edition.

La formation des jurés de concours

Cette formation est destinée aux architectes appelés à siéger dans les jurys. La MIQCP a mis au point une formation spécifique s'appuyant sur le « mémento de l'architecte consultant ». Cette brochure est distribuée aux stagiaires et sert de référence pour l'exercice de cette activité. Elle permet d'expliquer les dispositions du Code, d'évoquer la déontologie et le rôle pédagogique essentiel de ces professionnels.

Les formations assurées en 2006

Trois organismes ont fait appel à la MIQCP : le CAUE de Haute-Savoie, le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Picardie et « A. et C.P. » (Architecture et Commandes Publiques) à Bordeaux.

Les marchés de définition simultanés

La MIQCP a fait part de son expérience en la matière en participant à quatre journées de formation organisées par la mairie de Rocamadour, Ponts-Edition-Formation (deux journées dont une réservée aux fonctionnaires de la Ville de Paris), et l'ENACT de Montpellier.

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
JANVIER				
1 - PARIS	03/01/06	A.D.E.M.E.	Haute Qualité Environnementale	J.M. Galibourg
2 - MARNE-LA-VALLÉE	10-13/01/06	Ecole d'Architecture	D.E.S.S. Projet urbain	J.M. Galibourg
3 - ROCAMADOUR	25/01/06	Mairie de Rocamadour	Les marchés de définition	J.M. Galibourg
4 - PARIS	26-27/01/06	LE MONITEUR	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/ G. Lamour
FÉVRIER				
5 - TOURS	02/02/06	C.I.F.P. de Tours	Les acteurs des constructions publiques et leurs responsabilités (prise de poste pour responsables des affaires juridiques des DDE)	N. Sitruk
6 - MASSY	02/02/06	Urcaue Ile de France-CAUE 91	Organiser la maîtrise d'ouvrage d'un projet de bâtiment ou d'infrastructure du secteur public	S. Weil
7 - ARRAS	07/02/06	CAUE 62	Le code des marchés publics	J. Cabanieu/ S. Weil
8 - PARIS	20/02/06	Ponts Formation Paris	Organiser la maîtrise d'ouvrage d'un projet de bâtiment ou d'infrastructure du secteur public	J. Cabanieu
9 - PARIS	22/02/06	Ponts Formation Paris	Les marchés de définition	J. Cabanieu
10 - PARIS	23/02/06	Ponts Formation Paris pour le compte de la Ville de Paris	Les marchés de définition	J. Cabanieu
11 - RENNES	du 28/02 au 01/03/06	Ecole Nationale de la Santé Publique (E.N.S.P.)	Loi MOP - choix de la maîtrise d'œuvre - concours	G. Lamour
12 - LYON	28/02/06	L'I.N.R.P.	Présentation de la maîtrise d'ouvrage à des professeurs devant exercer des responsabilités dans de nouveaux établissements de formation	S. Weil

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
M A R S				
13 - LYON	06/03/06	E.N.T.P.E. (Ecole Nationale des Travaux Pubics de l'Etat	Prise de poste des chefs de cellule constructions publiques : loi MOP + code des marchés publics	N. Sitruk
14 - PARIS	07/03/06	Ponts Formation Paris	Programmation	G. Lamour
15 - CHESSY	09/03/06	Urcaue Ile de France-CAUE 77	Les rendez-vous de la maîtrise d'ouvrage publique : code des marchés publics, la procédure adaptée	J. Cabanieu/A. Guervilly
16 - SAINT-MALO	13/03/06	Association HQE	Les Assises Nationales - coût global	J.M. Galibourg
17 - ANNECY	16/03/06	C.A.U.E. de Haute-Savoie (74)	Jurys de concours pour architectes	G. Lamour
18 - PARIS	20/03/06	Réunion avec les architectes consultants	Actualité juridique	MIQCP
19 - LYON	21/03/06	Direction du Travail du Ministère de l'Emploi	Organiser la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre d'un projet de bâtiment ou d'infrastructure du secteur public	J.M. Galibourg
20 - TOULOUSE	29/03/06	C.I.F.P. de Toulouse	Responsabilités des maîtres d'ouvrage	N. Sitruk
A V R I L				
21 - ANGERS	05/04/06	FNCAUE (Fédération Nationale des CAUE)	Rencontres Nationales de l'Architecture, l'Urbanisme et l'Environnement : table ronde de clôture	J. Cabanieu
22 - TOURS	06-07/04/06	C.I.F.P. de Tours	Loi MOP et ses différents acteurs	N. Sitruk
M A I				
23 - LILLE	05/05/06	U.N.T.E.C.	Colloque	J. Cabanieu
24 - POITIERS	03-04/05/06	E.S.E.N. (Ecole Supérieure de l'Education Nationale)	La loi MOP	J. Cabanieu /N. Sitruk
25 - PARIS	10-11/05/06	C.I.F.P. de Paris	Loi MOP et les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
26 - PARIS	16/05/06	DGUHC et Ponts Formation Paris	Loi MOP : formation destinée aux architectes urbanistes de l'Etat	J. Cabanieu
27 - ORLEANS	16/05/06	Conseil Général et C.A.U.E. 45	Coût global	J.M. Galibourg
28 - METZ	16-17/05/06	BATIGERE/Legiplus pour Office HLM	Loi MOP et les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
29 - PARIS	18-19/05/06	LE MONITEUR	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu /G. Lamour
30 - PARIS	19/05/06	DAPA (ministère de la Culture)	Le code des marchés publics à l'attention des conseillers DRAC	S. Weil
31 - PARIS 12 - CRETEIL	19/05/06	I.U.P. Créteil	Maîtrise d'ouvrage urbaine (module "consultations urbaines" - DESS) marchés de définition, contrats	J.M. Galibourg/A. Guervilly
32 - PARIS	22/05/06	LE MONITEUR	La conduite d'opération et le mandat de maîtrise d'ouvrage	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
------	------	---------------------	--------------	--------------

M A I

33 - PRIVAS	29/05/06	C.A.U.E. de L'Ardèche (07)	Développement durable, coût global	J.M. Galibourg
34 - PARIS	29-30/05/06	Divers C.A.U.E. de France	Les procédures adaptées de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu

J U I N

35 - VERSAILLES	07/06/06	Ministère de la Défense - Service d'infrastructures	"L'architecte et la prise en compte des critères de qualité pour la réalisation d'un bâtiment public", coût global	J.M. Galibourg
36 - ORLEANS	08/06/06	CAUE 45	Développement durable	J.M. Galibourg
37 - PARIS 12 - CRETEIL	10/06/06	I.U.P. Créteil	Maîtrise d'ouvrage urbaine (module "consultations urbaines" du DESS)	S.Weil
38 - SAINT-DENIS	13/06/06	Urcaue Ile de France-CAUE 93	Les rendez-vous de la maîtrise d'ouvrage publique : aménager un quartier dense à proximité d'une gare	J.M. Galibourg/S.Weil
39 - STRASBOURG	14-15/06/06	Communauté Urbaine de Strasbourg	Le Code des marchés publics et la loi MOP	G. Lamour
40 - VIENNE	08-09/06/06	Forum européen des Politiques Architecturales	Outils et procédures suscitant la qualité	S.Weil

S E P T E M B R E

41 - TOURS	05/09/06	C.I.F.P. de Tours	La loi MOP	N. Sitruk
42 - TOULOUSE	14-15/09/06	C.I.F.P. de Toulouse	Choix du maître d'œuvre	A. Guervilly
43 - MONTMORENCY	14/09/06	Ville de Montmorency pour le compte des Ingénieurs du 95	Code des marchés publics	N. Sitruk
44 - PARIS	15/09/06	C.I.F.P. de Paris	Code des marchés publics	N. Sitruk
45 - PARIS	19/09/06	Ponts Formation Paris	Programmation	G. Lamour
46 - TOULOUSE	19/09/06	D.R.E. Midi-Pyrénées + Ordre des Architectes	La nouvelle réglementation de la commande publique	J. Cabanieu/N. Sitruk
47 - BORDEAUX	22/09/06	A et CP (Architecture et Constructions Publiques)	Jurés de concours	A. Guervilly
48 - PARIS	22 /09/06	C.I.F.P. de Paris	Code des marchés publics	N. Sitruk
49 - PARIS	25 /09/06	Ponts Formation Paris	Les responsabilités des acteurs des constructions publiques	N. Sitruk
50 - PARIS	26-27 /09/06	Ponts Formation Paris	La maîtrise d'œuvre en bâtiment	N. Sitruk
51 - CRETEIL	27-28-29/09/06	E.S.E.N. (Ecole Supérieure de l'Education Nationale)	Le code des marchés publics - Les responsabilités en constructions publiques	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
OCTOBRE				
52 - PARIS	02/10/06	C.I.F.P. de Paris	La loi MOP	N. Sitruk
53 - PARIS	03/10/06	Ponts Formation Paris	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures	N. Sitruk
54 - PARIS	03/10/06	C.I.F.P. de Paris	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
55 - PARIS	04/10/06	C.I.F.P. de Paris	La loi MOP	N. Sitruk
56 - AMIENS	05/10/06	C.R.O.A. de Picardie	Jurés de concours	G. Lamour
57 - PARIS	05/10/06	C.I.F.P. de Paris	Les responsabilités des acteurs des constructions publiques	N. Sitruk
58 - LYON	05-06/10/06	C.E.R.T.U.	Rencontre CERTU/CABE	S. Weil
59 - PARIS	09-10/10/06	Ecole Centrale de Paris	Loi MOP et commande publique	N. Sitruk
60 - EVRY	11/10/06	LE MONITEUR	Loi MOP	N. Sitruk
61 - CRETEIL	10-11-12/10/06	Direction Inte-rrégionale des Routes d'Ile de France	La loi MOP + choix du maître d'œuvre	G. Lamour
62 - CRETEIL	12/10/06	Direction Inte-rrégionale des Routes d'Ile de France	La loi MOP + choix du maître d'œuvre	N. Sitruk
63 - PARIS	17/10/06	Ministère de l'Équipement et Conseil d'Etat Néerlandais	Prise en compte de la qualité dans les grands projets autoroutiers et du paysage	J. Cabanieu/S. Weil
64 - PARIS	17-18/10/06	Ponts Formation Paris	Loi MOP	J. Cabanieu/G. Lamour
65 - PARIS	18/10/06	Ponts Formation Paris	L'allotissement - la cotraitance - la sous-traitance	N. Sitruk
66 - PARIS	19-20/10/06	LE MONITEUR	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/G. Lamour
67 - PARIS	23/10/06	LE MONITEUR	Conduite d'opérations et mandat	N. Sitruk
68 - AIX-EN-PROVENCE	25/10/06	Club constructions publiques Cete Méditerranée	Le code des marchés publics 2006	N. Sitruk
69 - PARIS	26/10/06	URCAUE Ile de France- CAUE 75	Le code des marchés publics	J. Cabanieu/N. Sitruk
70 - CARCASSONNE	26/10/06	C.A.U.E. de l'Aude	Colloque : "le tertiaire de demain en Méditerranée" - intervention sur le coût global	J.M. Gailbourg

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
------	------	---------------------	--------------	--------------

NOVEMBRE

71 - LILLE	07/11/06	Ecole d'Architecture de Lille	Programmation	S. Weil
72 - LYON	13-14/11/06	G.E.P.A.	Formation A.M.O.	A. Guervilly
73 - PARIS	14/11/06	C.I.F.P. de Paris	Les responsabilités des acteurs des constructions publiques	N. Sitruk
74 - PARIS	15/11/06	Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCI Paris)	Marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour/A. Guervilly
75 - TOULOUSE	15/11/06	Conseil Général de Haute Garonne (A.T.D. 31)	Responsabilité des maîtres d'ouvrage, Loi MOP et Code des marchés publics	J. Cabanieu/N. Sitruk
76 - PARIS	16/11/06	SYNTEC - 5ème Rencontre de l'Ingénierie	Quels projets, quelles technologies dans un marché ouvert ?	MIQCP
77 - PARIS	20/11/06	Ponts Formation Paris	La maîtrise d'œuvre en infrastructures	N. Sitruk
78 - MONTPELLIER	20-21/11/06	C.N.F.P.T / ENACT	Maîtrise d'œuvre, concours	G. Lamour
79 - BESANCON	23/11/06	A.J.E.N.A.	Développement durable et coût global	J.M. Galibourg
80 - PARIS	23/11/06	Association des Maires de France	Congrès : intervention pour le compte des Ingénieurs hospitaliers sur les PPP	J. Cabanieu
81 - LYON	24/11/06	A.I.T.F. (Association des Ingénieurs Territoriaux de France)	Table ronde sur l'évolution maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre en vue d'un article dans "Technicité"	S. Weil
82 - BORDEAUX	24/11/06	A et CP (Architecture et Constructions Publiques)	Architectes jurés de concours	A. Guervilly
83 - ANGERS	28/11/06	Institut National d'Horticulture	Formation à l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage	S. Weil
84 - MARNE-LA-VALLEE	29/11/06	Ecole d'Architecture	D.E.S.S. Projet urbain	J.M. Galibourg
85 - TRAPPES	29/11/06	Météo France	Maîtrise d'ouvrage - maîtrise d'œuvre	G. Lamour

DÉCEMBRE

86 - ROUEN	06/12/06	D.D.E. Seine Maritime	Le code des marchés publics 2006	J. Cabanieu/N. Sitruk
87 - LYON	06/12/06	I.N.R.P. (Université Lyon II)	Présentation de la Loi MOP	S. Weil
88 - PARIS	07-08/12/06	LE MONITEUR	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/G. Lamour
89 - PARIS	11/12/06	LE MONITEUR	Mandat-conduite d'opération	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
90 - ORLEANS	13/12/06	C.E.T.E. de Seine Maritime	Sélection de la maîtrise d'œuvre	G. Lamour
91 - MONTPELLIER	14/12/06	C.N.F.P.T / ENACT	Marchés de définition	J. Cabanieu
92 - PARIS	14/12/06	Direction des Musées de France	Programmation pour conseillers - Musées	S. Weil
93 - MONTPELLIER	15/12/06	C.N.F.P.T / ENACT	Code des marchés publics	J. Cabanieu/N. Sitruk
94 - BORDEAUX	18/12/06	URCAUE d'Aquitaine	Code des marchés publics - marchés de maîtrise d'œuvre et de définition	J. Cabanieu
95 - ARRAS	21/12/06	C.E.T.E. de Nord-Picardie	Haute Qualité Environnementale et coût global	J.M. Galibourg

INFORMATION

La MIQCP édite, en tant que supports d'informations et de recommandations, des ouvrages divers. Elle s'attache à actualiser ses publications au fil des évolutions législatives et réglementaires, et à les mettre à la disposition de tous, notamment via son site Internet : www.archi.fr/MIQCP. Elles sont toujours issues de l'observation des pratiques et de la concertation avec les partenaires concernés.

Guide sur le mandat et la conduite d'opération

Prenant en compte à la fois la décision de la Cour de Justice des Communautés Européennes du 20 octobre 2005 sur le mandat prévu par la loi MOP du 12 juillet 1985 et, à la fois les modifications apportées par le Code des Marchés Publics, la MIQCP a publié son guide sur le mandat de maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opération aux fins de « professionnaliser » les maîtres d'ouvrage et ainsi contribuer à la qualité des équipements publics. Ce guide préfacé par le Ministre de la Culture et le Ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer a été très largement diffusé aux partenaires concernés (Collectivités publiques, SEM,...).

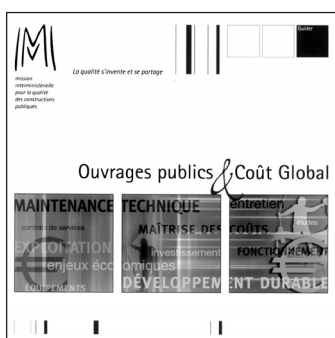
La prise en compte des coûts différés

Le guide « Ouvrages Publics et Coût Global », a été édité à 5000 exemplaires et diffusé au tout début de l'année 2006. Celui-ci a servi de support à plusieurs opérations de sensibilisation menées par les CAUE, ou lors, par exemple des assises de la « HQE » à Saint-Malo. La Mission a dû procéder à un retraitage de 2000 exemplaires en milieu d'année. On peut, par ailleurs observer que cette question du coût global, associée à celle du devenir environnemental et des difficultés énergétiques, fait l'objet, depuis quelques temps, de réflexions et manifestations professionnelles diverses.

Le site Internet www.archi.fr/MIQCP

La fréquentation du site poursuit sa progression, passant de 62 000 visites en 2005 à 83 000 visites en 2006.

Les publications



Mis à part les ouvrages diffusés par les éditeurs, les publications suivantes sont disponibles gracieusement auprès de la MIQCP en adressant un fax au 01 40 81 23 78. Elles sont également téléchargeables sur le site de la MIQCP : www.archi.fr/MIQCP

■ OUVRAGES GRATUITS DIFFUSES PAR LA MIQCP

(téléchargeables au format PDF sur le site : <http://www.archi.fr/MIQCP>)

GUIDE DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LE CHOIX D'UN CONDUCTEUR D'OPERATION OU D'UN MANDATAIRE

Paris, MIQCP, septembre 2006 – 134 p.

OUVRAGES PUBLICS ET COÛT GLOBAL

Paris, MIQCP, janvier 2006 – 100 p.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : ARCHITECTURE ET "HQE"

Paris, MIQCP, avril 2003 – 83 p.

LES ESPACES PUBLICS URBAINS : RECOMMANDATIONS POUR UNE DÉMARCHE DE PROJET

Paris, MIQCP, novembre 2001 – 172 p.

LA METHODE DES MARCHES DE DEFINITION SIMULTANÉS

Paris, MIQCP, juin 2001 – 84 p. (existe en anglais)

LA QUALITE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, décembre 1999 – 68 p.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA MAITRISE D'ŒUVRE

Paris, MIQCP, décembre 1998 – 60 p.

LA SELECTION DES CANDIDATURES

2^e éd. – Paris, MIQCP, décembre 1998 – 45 p. – (1^{ère} éd. en 1996)

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, LE PRIX DES CONCOURS

Paris, MIQCP, novembre 1996 – 43 p.

■ LES ETUDES ET DOCUMENTS GENERAUX

EVOLUTION DE LA POLITIQUE PFI CONCERNANT LES BÂTIMENTS PUBLICS EN GRANDE-BRETAGNE COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, septembre 2006.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PROCEDURE DE PPP/PFI EN GRANDE-BRETAGNE

MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, novembre 2003.

LA DEVOLUTION DES MARCHES DE MAITRISE D'ŒUVRE EN EUROPE

(Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
Paris, MIQCP / DAPA – École d'Architecture de Paris-Val de Seine, octobre 2002 (existe en anglais).

PRESENTATION D'UNE DEMARCHE DE «WORKSHOP» INTERNATIONAL : LE «PROJEKT-EWALD» MENÉ PAR LA VILLE DE HERTEN DU 19 AU 25 JANVIER 2002

Comprendre les pratiques européennes MIQCP /DAPA, novembre 2002. Document provisoire.

LA COMMANDE PUBLIQUE DE MAITRISE D'ŒUVRE À TRAVERS LA JURISPRUDENCE

Paris, MIQCP, janvier 2000.

LES CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS L'UNION EUROPEENNE

Paris, MIQCP / DAPA – École d'Architecture de Paris-Val de Seine, décembre 1998 (existe en anglais).

MEMENTO DE L'ARCHITECTE CONSULTANT

Paris, MIQCP, janvier 2005.



■ LES FICHES MEDIATIONS

- 11-1. Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre en dessous des seuils européens ? - Décembre 2006
15. Opération à maîtrise d'ouvrage multiple - Septembre 2006
- 14-1. Le concours de maîtrise d'œuvre - Septembre 2006
- 12-1. La procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (Code 2006) - Septembre 2006
13. Recommandations pour l'application des règles du Code des Marchés Publics de 2004 et notamment celles introduites sur l'anonymat des concours par décret n°2004-1298 du 26 novembre 2004 - Décembre 2004
10. Le Code des Marchés Publics de 2004 - Présentation des articles concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre - Janvier 2004
9. Recommandations pour l'application des règles du nouveau code des marchés publics (décret du 7 mars 2001) en matière de maîtrise d'œuvre
8. Maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique (Code 2001)
7. La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des Marchés Publics (2001)
6. Recommandations pour l'application des nouvelles règles des concours de maîtrise d'œuvre
5. Opérations de réhabilitation
4. Champ d'application de la loi MOP
3. Application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre
2. Application de la loi MOP : contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs
1. Application de la loi MOP : engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance

■ ET UN FILM

LE CONCOURS AU SERVICE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Présenté à Washington, le 7 décembre 1993 - Paris, MIQCP, 1993 - 22mn 15s, vhs secam pour la version française remise à jour en 1999 ; vhs pal et ntsc pour les versions anglaise et espagnole, ntsc pour la version américaine. (existe en versions italienne et chinoise)

■ OUVRAGES PAYANTS DIFFUSES PAR LES EDEITEURS

ORGANISER UNE CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

3è éd. - Paris, Editions du Moniteur, mars 2003 - 231 p. - 42 €.

PROGRAMMATION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

2è éd. - Paris, Editions du Moniteur, - juin 2001 - 156 p. - 39 €.

GUIDE À L'INTENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LA NÉGOCIATION DES RÉMUNÉRATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, Editions du Journal officiel, 2000 - 132 p. - 5,80 €

(en vente aux éditions du Journal Officiel 26, rue Desaix- 75727- Paris Cedex 15 ; paru au Moniteur des Travaux Publics, cahier détachable, n° 4729 bis, 15 juillet 1994.- pp., 205-224)

INTÉGRER LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, Association pour la haute qualité environnementale des bâtiments, Plan construction et architecture, mai 1998 - 143 p. - 10 €.

(en vente au CSTB ; Vente des publications BP n°2 - 77421 Marne la Vallée Cedex 2)

L' équipe



Jacques CABANIEU
Secrétaire général
Ingénieur général des Ponts
et Chaussées
01 40 81 23 32
Jacques.Cabanieu@equipement.gouv.fr



Jean-Marie GALIBOURG
Secrétaire général adjoint
Architecte urbaniste en chef
de l'État
01 40 81 23 34
Jean-Marie.Galibourg@equipement.gouv.fr



Sylvie WEIL
Chargée de mission auprès du
secrétaire général
Architecte urbaniste en chef de l'État
01 40 81 23 72
Sylvie.Weil@equipement.gouv.fr



Gérard LAMOUR
Conseil aux maîtres d'ouvrage
Ingénieur des TPE
01 40 81 23 43
Gerard.Lamour@equipement.gouv.fr



Nicole SITRUK
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 41
Nicole.Sitruk@equipement.gouv.fr



Anaïs GUERVILLY
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 33
Anaïs.Guervilly@equipement.gouv.fr



Sylvette FARGETTE
Chargée de formation
01 40 81 23 56
Sylvette.Fargette@equipement.gouv.fr



Najat ABDESSALAM
Responsable de la communication
01 40 81 23 42
najat.abdessalam@i-carre.net



Thierry ACHARD
Comptabilité, budget,
coordination des consultants
01 40 81 23 36
Thierry.Achard@equipement.gouv.fr



Barbara BURNOT
Secrétariat
01 40 81 23 30 ou 23 51
Barbara.Burnot@equipement.gouv.fr



Elisabeth SAMY-DESCHAMPS
Secrétariat
01 40 81 23 40 ou 23 75
Elisabeth.Samy-Deschamps@equipement.gouv.fr



Marie-José DONGAR
Secrétariat
01 40 81 23 50
marie-jose@equipement.gouv.fr

Décret n° 77-1167 du 20 octobre 1977 portant création d'une Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la culture et de l'environnement, (...)

décète :

Art. 1^{er} - Il est créé une mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques chargée de favoriser l'amélioration de la qualité architecturale des bâtiments édifiés pour le compte des collectivités publiques. Cette mission est placée auprès du ministre chargé de l'architecture.

Art. 2 - La mission assure une tâche de coordination, d'impulsion et d'information, en liaison avec l'ensemble des administrations de l'Etat, des établissements publics de l'Etat et des sociétés nationales. Elle peut assumer des missions de même nature en accord avec les collectivités locales, leurs établissements publics et les professions intéressées. (...) Elle conduit, directement ou indirectement, des actions de formations de maîtres d'ouvrage publics. (...)

Art. 3 - Le ministre chargé de l'architecture saisit le Premier ministre des mesures proposées par la Mission et susceptibles de favoriser la qualité architecturale des constructions publiques. (...)

Fait à Paris, le 20 octobre 1977



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

Arche Sud
92055 La Défense Cedex
Téléphone : 01 40 81 23 30
Fax : 01 40 81 23 78
www.archi.fr/MIQCP



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

